

# Échanges, croissance et pauvreté

David Dollar et Aart Kraay

Quelles répercussions la participation accrue de nombreux pays en développement au commerce international a-t-elle eues sur leurs taux de croissance économique, la répartition internationale des revenus et la pauvreté?

**L**E MONDE a beaucoup rapetissé en vingt ans. Le commerce international a augmenté deux fois plus vite que le revenu mondial. À la faveur des progrès des technologies de l'information, la part des services dans les échanges, par opposition à celle des marchandises, est allée croissant, en particulier dans les pays riches. L'investissement direct et les participations internationales ont aussi fait un bond spectaculaire pendant cette période.

Quels effets l'intégration internationale — ou la mondialisation — a-t-elle sur l'inégalité et la pauvreté? Nous avons exploré cette question récemment (Dollar and Kraay, 2001b) en examinant l'évolution d'un groupe de pays en développement qui se sont considérablement ouverts au commerce international au cours des deux dernières décennies. Nous démontrons que, contrairement à ce que beaucoup pensent, le développement des échanges a fortement favorisé la croissance et le recul de la pauvreté et contribué à rétrécir les écarts entre riches et pauvres dans le monde.

Nous fondons nos principaux arguments sur l'expérience d'un petit groupe de pays en

développement dont les échanges ont beaucoup augmenté depuis vingt ans. Nous donnons à ces pays le nom de «mondialisateurs d'après 1980» (voir tableau). Nous commençons par exclure les pays membres de l'OCDE, ainsi que les tigres de l'Asie de l'Est (République de Corée, RAS de Hong Kong, Singapour et province chinoise de Taiwan) et le Chili, bien connus pour avoir libéralisé leurs échanges dans les années 60 et 70. Nous classons ensuite le reste des pays en développement en fonction de l'augmentation de leurs échanges par rapport à leur PIB au cours des vingt dernières années et retenons le premier tiers comme les mondialisateurs. Ce groupe de pays a vu ses échanges doubler à 33 % du PIB, tandis que le commerce des non-mondialisateurs a en fait diminué par rapport au PIB. Les 24 mondialisateurs comprennent nombre d'acteurs bien connus de la libéralisation des échanges, dont l'Argentine, la Chine, la Hongrie, l'Inde, la Malaisie, le Mexique, les Philippines et la Thaïlande. Du fait que la Chine, l'Inde et plusieurs autres grands pays en font partie, ce groupe comprend plus de la moitié de la population mondiale. Mais il comporte aussi certaines anomalies, comme Haïti et le Rwanda, qui nous rappellent que l'évolution des échanges a bien d'autres explications que la politique commerciale, comme nous le verrons plus loin. Nous dégageons quatre conclusions de l'expérience de ces mondialisateurs.

## Les taux de croissance ont augmenté

La croissance du PIB par habitant chez les mondialisateurs d'après 1980 est passée de 1,4 % par an dans les années 60 et de 2,9 % par an dans les années 70 à 3,5 % par an dans

### Les mondialisateurs d'après 1980

Argentine	Malaisie
Bangladesh	Mali
Brésil	Mexique
Chine	Népal
Colombie	Nicaragua
Costa Rica	Paraguay
Côte d'Ivoire	Philippines
Haïti	Rép. Dominicaine
Hongrie	Rwanda
Inde	Thaïlande
Jamaïque	Uruguay
Jordanie	Zimbabwe

les années 80 et 5,0 % dans les années 90 (graphique 1). Cette accélération est d'autant plus remarquable que, pendant ce temps, les pays riches ont vu leur croissance fléchir régulièrement, d'un sommet de 4,7 % dans les années 60 à 2,2 % dans les années 90. De plus, les pays en développement non mondialisateurs ont eu des résultats bien moins bons que les mondialisateurs, avec des taux de croissance annuelle qui sont tombés de sommets de 3,3 % dans les années 70 à 1,4 % seulement dans les années 90. Cette croissance rapide chez les mondialisateurs ne tient pas seulement aux vigoureuses performances de la Chine et de l'Inde dans les années 80 et 90 : la croissance s'est accélérée pour 18 des 24 mondialisateurs, souvent dans une mesure considérable.

Ces chiffres semblent refléter les effets du commerce sur la croissance, mais la preuve est loin d'en être faite. Dans nos récents travaux, nous avons étudié ces effets plus systématiquement sur un large échantillon de pays développés et en développement. Bien que de nombreuses études aient été consacrées à cette question (et beaucoup concluent à des effets substantiels), leurs conclusions ont récemment prêté le flanc aux critiques, le plus notoirement à celles de Rodriguez et Rodrik (2000).

- Premièrement, dans beaucoup d'études, l'ouverture au commerce d'un pays est simplement exprimée par la part des échanges dans son PIB. Cependant, les différences de part des échanges en pourcentage du PIB tiennent dans une beaucoup plus large mesure à la situation géographique respective des pays qu'à leur politique commerciale (par exemple, le commerce dans des pays de petite taille à proximité de grands marchés tend à être plus important que dans les pays de grande taille ou éloignés). Il est donc difficile de tirer des conclusions de beaucoup de ces études, fondées sur des observations internationales, quant aux effets de la libéralisation des échanges sur la croissance. Il se pourrait même que la corrélation observée entre commerce et croissance tienne uniquement aux déterminants géographiques de la croissance. L'utilisation de mesures plus directes de la politique commerciale (comme les droits de douane moyens ou les obstacles non tarifaires) a donné des résultats inégaux, bien que cela puisse tenir uniquement à la difficulté de mesurer ces indicateurs de la politique commerciale.

- Deuxièmement, il est souvent difficile de distinguer les effets de la libéralisation d'autres choix de politique intérieure — en fait, bien des pays qui libéralisent leurs échanges engagent simultanément d'autres réformes intérieures qui peuvent aussi

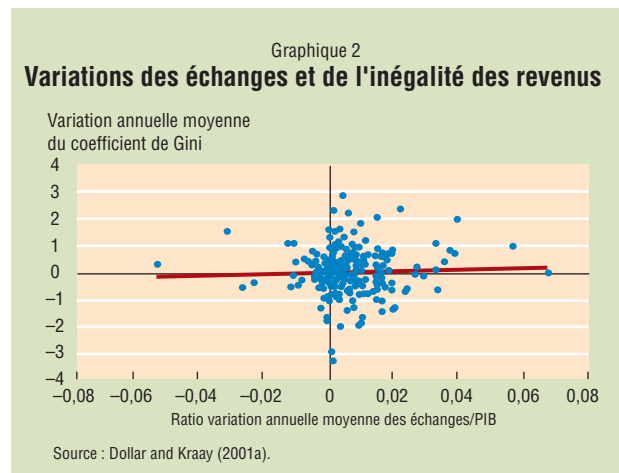
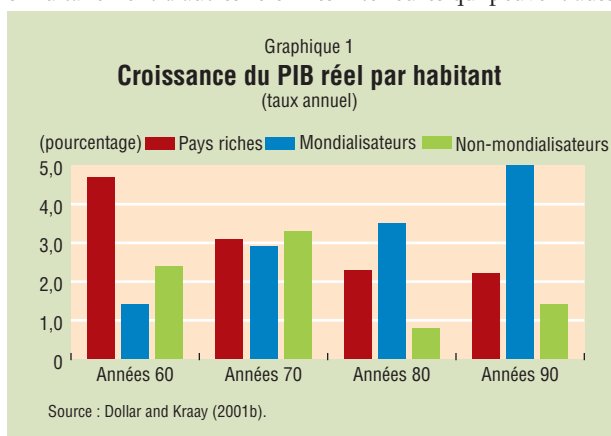
avoir des effets bénéfiques appréciables sur la croissance. Si l'on ne contrôle pas adéquatement les autres politiques, on risque de confondre les effets de la libéralisation des échanges avec ceux d'autres mesures qui favorisent la croissance.

- Troisièmement, il est difficile de distinguer les causes des effets dans bien des études qui ont déjà été effectuées — le commerce est-il la cause de la croissance plus rapide, ou les économies en croissance rapide commerceront-elles davantage? Même si l'on n'arrive pas à une conclusion définitive avant un certain temps sur le lien de causalité entre les échanges et la croissance, il est possible de faire mieux que de nombreuses études actuellement disponibles.

Dans nos récents travaux, nous avons tenté d'apporter une solution à certaines de ces déficiences. Pour éliminer la composante des échanges déterminée par la géographie, nous avons estimé l'effet du commerce sur la croissance sur la base des *variations* des échanges des pays d'une décennie à l'autre en pourcentage de leur PIB. Cette méthode gomme l'effet trompeur de la situation géographique (celle-ci ne variant pas dans le temps) sur le commerce et la croissance et donne, à notre avis, une mesure plus nette (bien que loin d'être parfaite) de l'influence de la politique sur les échanges. Pour neutraliser les effets d'autres changements concomitants des politiques et des institutions susceptibles d'affecter la croissance, nous avons inclus des mesures de la stabilité de la politique monétaire, du développement financier et de l'instabilité politique. Enfin, nous utilisons une méthode économétrique dont les résultats sont moins susceptibles de refléter un lien de causalité inverse, c'est-à-dire les effets de la croissance sur les échanges. Les éléments qui ressortent de cette analyse concordent avec les faits observés chez les mondialisateurs d'après 1980. Nous constatons un effet significatif, en termes statistiques et économiques, des échanges sur la croissance : une augmentation des échanges de 20 points de pourcentage du PIB ajoute entre 0,5 et 2 points à la croissance par an.

## L'inégalité n'a pas augmenté de façon systématique

Si les bienfaits des échanges pour la croissance sont de plus en plus reconnus, nombre d'analystes se préoccupent à juste titre des effets de la libéralisation des échanges sur la distribution



des revenus. Dans notre étude, toutefois, nous montrons, chiffres à l'appui, que les bienfaits d'une augmentation des échanges sur la croissance sont, en moyenne, largement partagés — nous n'avons pas trouvé de tendance systématique à un accroissement de l'inégalité quand les échanges augmentent (Dollar and Kraay, 2001a). C'est ce qu'illustre le graphique 2, qui représente les variations d'une mesure de l'inégalité (le coefficient de Gini, qui va de 0 à 100, 100 correspondant à l'inégalité maximum) sur l'axe vertical et les variations du volume des échanges sur l'axe horizontal. Ce graphique représente les faits observés dans plus de 100 pays développés et en développement, les variations des échanges et celles de l'inégalité étant mesurées sur des périodes d'au moins cinq ans de manière à capter la relation entre les échanges et l'inégalité sur le moyen à long terme. Le graphique 2 montre l'absence frappante de toute corrélation entre les variations des échanges et celles de l'inégalité. Dans notre autre étude, nous avons testé la validité de ce résultat simple sous plusieurs dimensions, à l'aide d'une grande variété de mesures de l'ouverture, y compris des mesures directes de la politique commerciale et des flux internationaux de capitaux, ainsi que les volumes des échanges. Nous avons aussi recherché des éléments non linéaires dans cette relation, en prenant en compte la possibilité que les échanges aient sur l'inégalité des effets différents dans les pays pauvres et dans les pays riches et selon la dotation des pays en facteurs. La conclusion qui se dégage — il n'y a guère de faits indiquant que l'inégalité tend à augmenter ou à diminuer systématiquement quand les échanges augmentent — concorde avec les observations simples présentées sur le graphique 2.

Ces observations concordent aussi avec l'expérience des mondialisateurs d'après 1980. Tandis que plusieurs ont vu les inégalités augmenter (le plus notablement en Chine, où le coefficient de Gini est passé d'environ 32 au début des années 80 à 40 au milieu des années 90), plusieurs ont enregistré des diminutions (par exemple la Malaisie, où le coefficient de Gini a reculé de 51 à 48 pendant la même période). Et dans bien des pays, de fortes variations de la distribution des revenus peuvent être liées à des facteurs tout à fait étrangers aux échanges. En Chine, par exemple, la libéralisation intérieure, les restrictions aux migrations internes et les politiques agricoles ont joué un beaucoup plus grand rôle que l'augmentation des échanges.

### La pauvreté a diminué

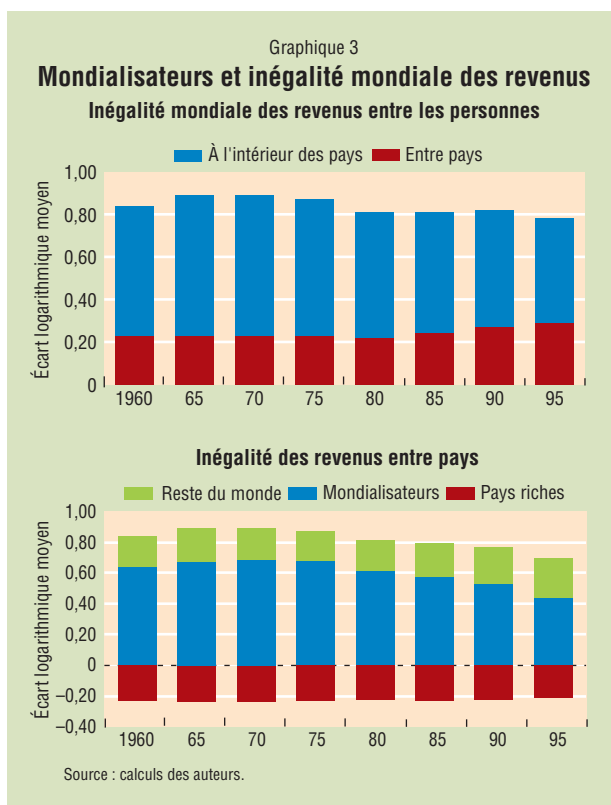
Les augmentations de la croissance et le peu de variation systématique de l'inégalité chez les mondialisateurs ont apporté un soutien considérable aux efforts de réduction de la pauvreté. En Malaisie, par exemple, le revenu moyen du cinquième le plus pauvre de la population a progressé vigoureusement de 5,4 % par an. Même en Chine, où l'inégalité s'est accentuée fortement et où le taux d'augmentation du revenu du cinquième le plus pauvre a été inférieur à celui du revenu moyen, il a néanmoins été de 3,8 % par an. La part de la population de ces pays vivant au-dessous du seuil de pauvreté avec moins d'un dollar par jour a fortement diminué entre les années 80 et les années 90 : de 43 à 36 % au Bangladesh, de 20 à 15 % en Chine et de 13 à 10 % au Costa Rica, pour citer quelques exemples.

### L'écart entre riches et pauvres a rétréci

Nous avons déjà vu qu'une augmentation des échanges peut s'accompagner aussi bien d'un accroissement que d'une diminution de l'inégalité des revenus. Mais la mondialisation laisse-t-elle les pays pauvres pour compte et creuse-t-elle l'écart entre les pays les plus riches et les plus pauvres? Tel ne semble pas être le cas, d'après nos observations de l'évolution de la croissance chez les mondialisateurs comparée à celle des pays riches et des pays en développement non mondialisateurs. La croissance plus rapide chez les mondialisateurs que dans les pays riches signifie que les mondialisateurs sont en train de réduire l'écart de revenu par habitant. De plus, étant donné que la plupart des mondialisateurs — en particulier la Chine, l'Inde et le Bangladesh — étaient parmi les pays les plus pauvres du monde il y a vingt ans, leur croissance a été un moteur de la réduction de l'inégalité mondiale.

Le panneau supérieur du graphique 3 donne une estimation approchée des tendances de l'inégalité mondiale des revenus depuis quarante ans, sur la base de l'écart logarithmique moyen (que l'on peut interpréter comme la différence en pourcentage entre le revenu d'une personne «type» sélectionnée au hasard et le revenu mondial moyen). Pour construire cette figure, nous avons retenu comme mesure des différences de revenu *entre* pays les différences de PIB réel par habitant ajusté pour tenir compte des différences de pouvoir d'achat pour plus de 100 pays. Pour mesurer l'inégalité à l'intérieur des pays, nous avons utilisé le coefficient de Gini le plus proche qui soit disponible pour chaque période de cinq ans pour chaque pays.

L'inégalité mondiale entre les personnes a été tout à fait stable depuis quarante ans, montrant au plus une faible ten-



dance à la baisse qui n'est sans doute pas statistiquement significative étant donné les immenses difficultés inhérentes à l'obtention d'une telle mesure dans ce type de calcul. Plus intéressant pour nous est l'effet de la croissance rapide de ces mondialisateurs d'après 1980 sur cette mesure de l'inégalité. Le panneau supérieur du graphique 3 en donne l'illustration en distinguant l'inégalité entre pays et l'inégalité à l'intérieur des pays. Comme le concluent d'autres études, les inégalités de revenu entre les personnes s'expliquent en majeure partie par les grandes différences de revenu moyen entre les pays plutôt que par la distribution du revenu à l'intérieur des pays. Et du fait que beaucoup de mondialisateurs étaient pauvres au départ, leur croissance rapide depuis vingt ans a contribué à réduire l'inégalité des revenus entre pays. C'est ce que montre le panneau inférieur du graphique 3, qui subdivise la composante inégalité entre pays entre les mondialisateurs, les pays riches et le reste du monde. On peut considérer qu'une grande partie de la diminution de l'inégalité entre pays tient à la rapide croissance des mondialisateurs, Chine et Inde surtout, qui ont un poids substantiel dans les calculs en raison de la vaste taille de leur économie.

## Conclusions

L'intégration de l'économie mondiale depuis vingt ans a été spectaculaire. Les résultats observés pour les mondialisateurs d'après 1980 montrent que ce processus peut être bénéfique en contribuant à la hausse des revenus et au recul de la pauvreté et en permettant à certains des pays les plus pauvres du monde de rattrapper les plus riches. Les vrais perdants de la mondialisation sont les pays en développement qui ne sont pas arrivés à saisir les occasions de participer à ce processus. **F&D**



**David Dollar est directeur de la recherche dans le Groupe de la recherche sur le développement, Bureau du Vice-Président, Économie du développement, à la Banque mondiale.**



**Aart Kraay est économiste senior dans le Groupe de la recherche sur le développement, Bureau du Vice-Président, Économie du développement, à la Banque mondiale.**

### Bibliographie :

David Dollar and Aart Kraay, 2001a, "Growth Is Good for the Poor," *World Bank Policy Research Department Working Paper No. 2587* (Washington).

\_\_\_\_\_, 2001b, "Trade, Growth, and Poverty," *World Bank Policy Research Department Working Paper No. 2615* (Washington).

(Les deux documents susmentionnés sont aussi disponibles sur le Web : <http://www.worldbank.org/research/growth>.)

Francisco Rodriguez and Dani Rodrik, 2000, "Trade Policy and Economic Growth: A Skeptic's Guide to the Cross-National Evidence," in *NBER Macro Annual 2000*, ed. by Ben Bernanke and Kenneth Rogoff (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).

## Gestion de la dette : le logiciel le plus sophistiqué et le plus facile d'emploi

Outil standard du FMI et de la Banque mondiale pour les analyses de soutenabilité de la dette!

### ANALYSES STRATÉGIQUES

#### Pour les pays très endettés

- Options de restructuration de la dette
- Nouvelles options de financement
- Financement de la balance des paiements
- Base de données du Club de Paris
- Calcul automatique des TAM
- Ratios de soutenabilité de la dette
- Analyse de la réduction de la pauvreté
- Analyse des données prêt par prêt
- Entrées et sorties souples



**DEBT-PRO 2000**

### GESTION DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE

#### Pour les pays modérément endettés

- Analyse de la dette intérieure et extérieure
- Nouvelles options de financement
- Analyse de la balance des paiements et du budget
- Calcul des risques de fluctuation des taux de change et d'intérêt et des prix des produits de base
- Effets des opérations de rétrocession et de garantie
- Optimisation des portefeuilles de dette
- Mesures alternatives de la soutenabilité de la dette et des finances publiques

## INTERNATIONAL DEBT MANAGEMENT

Adresse : 12521 Palatine Court, Potomac, MD 20854, U.S.A. • Téléphone : (301) 299-4885  
Fax : (301) 983-4851 • E-mail : [info@idm-debtpro.com](mailto:info@idm-debtpro.com) • <http://www.idm-debtpro.com>